

PARCOURS DE PIEDAD CORDOBA, SÉNATRICE DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE

Piedad Cordoba est née à Medellin (département d'Antioquia), le 25 janvier 1955, d'un père noir, Zabulon Cordoba, frère de Diego Luis Cordoba, un responsable politique du Chocó (1), et d'une mère blanche, Lía Ruiz. Elle a donc connu personnellement la discrimination. Depuis son adolescence, elle a entrepris, en lien avec le Parti Libéral, un travail social et politique dans les communautés marginalisées de Medellin.

Ce qui caractérise Piedad Cordoba, c'est d'être l'une des plus ardentes avocates des droits de l'homme et de s'être toujours revendiquée comme partisane d'une solution pacifique au conflit armé de Colombie.

SES DÉBUTS

Piedad Cordoba a obtenu son titre d'avocate à l'Université Pontificale Bolivarienne de Medellin. Elle a ensuite obtenu un diplôme de Spécialiste en Droit du Travail et en Développement Organisationnel dans la même université, puis de Spécialiste en Opinion Publique et Merchandising à l'Université Pontificale Javeriana de Bogota.

Bien qu'elle ait effectué toutes ses études dans des universités catholiques et profondément conservatrices, P. Cordoba a toujours fait preuve d'un esprit progressiste, libéral et anticlérical dans sa vie politique, où elle a débuté aux côtés du dirigeant William Jaramillo.

Entre 1984 et 1986, elle a occupé son premier poste public comme contrôleur-adjoint à la municipalité de Medellin. C'est alors que William Jaramillo fut élu maire de cette ville et elle devint sa secrétaire particulière, poste attaché au cabinet municipal qui la désigna comme bras droit du maire pendant les années qu'elle passa à la tête de l'administration locale.

En 1988, elle fut élue conseillère municipale de Medellin pour une période de deux ans. Son travail remarquable la conduisit à se présenter à la Chambre des Représentants en 1990, mais elle fut battue. Quelques mois plus tard, elle obtint un siège à l'Assemblée départementale d'Antioquia.

Après la dissolution du Congrès en 1991, elle se présenta de nouveau à la Chambre et obtint un siège pour sa région pour la période 1992-1994. En 1994, elle fut élue pour la première fois Sénatrice de la République pour la législature 1994-1998.

POURSUITE DE SON ENGAGEMENT

En tant que congressiste, Piedad Cordoba est devenue l'une des figures les plus en vue du mouvement féministe d'Amérique latine. Une partie de son travail de parlementaire a été la promotion de lois en faveur de la santé des femmes pour ce qui concerne la sexualité et la maternité, l'exigence de l'égalité de sexe, de race et d'ethnie et la lutte contre toutes les formes de violence à l'encontre de la femme à l'intérieur de la cellule familiale.

En 1998, elle est réélue Sénatrice et au cours de cette période législative, elle ajoute aux sujets habituels de ses débats (les minorités, les mères dans les communautés), celui de la solution négociée du conflit armé, ce qui lui vaudra d'être enlevée sur ordre du chef des Auto-défenses Unies de Colombie (AUC), Carlos Castaño, en 1999. Elle fut libérée plusieurs semaines plus tard et décida de s'exiler au Canada avec sa famille.

De retour en Colombie au bout d'un an pour renouer avec ses engagements politiques, elle fut alors victime de deux tentatives d'assassinat.

Lors des élections de 2002, il ne lui fut pas possible d'effectuer sa campagne dans divers secteurs où elle avait obtenu régulièrement les meilleurs résultats, à cause de la pression qu'y exerçaient les AUC. Malgré tout, elle fut réélue Sénatrice.

En 2003, elle lança plusieurs débats contre la corruption. L'un des plus importants fut à l'encontre du Ministre de l'Intérieur et de la Justice, Fernando Londoño Hoyos. Après ce débat, sa notoriété devint telle qu'elle fut élue Présidente de la Direction Nationale du Parti Libéral.

TRAVAIL LÉGISLATIF

En 2010, elle fut réélue Sénatrice de la République avec un pourcentage très important, ce qui renforce le projet politique qu'elle incarne. Piedad Cordoba a fait partie de la septième commission du Sénat qui traite les sujets relatifs au travail et à la protection sociale et elle a été déléguée devant le Parlement Latino-Américain.

Elle a été membre et Présidente de la Commission des Droits de l'Homme au Sénat et de la Commission de Paix. Comme congressiste, elle a impulsé des projets en faveur de la participation démocratique des mères des communautés, des mères chefs de famille, de la communauté afro-colombienne et de la communauté LGTB (2), et elle s'est prononcée contre la violence au sein de la cellule familiale et contre la corruption.

ACCORD HUMANITAIRE ET SOLUTION POLITIQUE AU CONFLIT ARMÉ INTERNE

A la fin 2007, elle fut nommée médiatrice par le gouvernement, afin d'obtenir la libération de détenus aux mains de la guérilla des FARC.

Depuis lors, elle a joué un rôle de premier plan pour parvenir à un accord humanitaire. En 2008, avec le Président vénézuélien, Hugo Chavez, elle a obtenu la liberté d'un groupe de politiciens.

Début février 2009, avec le groupe « Colombiens et Colombiennes pour la paix » (www.colombianosporlapaz.com) qu'elle conduit, P. Cordoba a obtenu la libération de 6 otages, détenus par les FARC, dont les deux derniers fonctionnaires politiques de haut niveau gardés en détention par le groupe insurgé et quatre membres de la force publique. Elle est l'une des principales avocates d'une solution politique négociée au conflit que traverse la Colombie depuis plusieurs décennies.

L'engagement de Piedad Cordoba pour une solution pacifique au conflit armé en Colombie et pour un échange humanitaire est toujours actif. Après plusieurs mois en tant que médiatrice entre le gouvernement colombien et les FARC, et avec « Colombiennes et Colombiens pour la Paix », elle a obtenu en 2010 la libération de deux militaires : le soldat Josué Daniel Calvo, détenu pendant 11 mois, et le caporal Pablo Emilio Moncayo, pendant plus de 12 ans. Au cours de cette opération, les FARC consentirent à donner des éléments permettant de retrouver les restes du Major Julian Guevara décédé pendant sa détention en 2006.

- (1) Le Département du Chocó est situé dans sa totalité dans la région pacifique colombienne. Il est peuplé de noirs issus de l'esclavage. C'est la zone la plus pauvre et la plus oubliée du pays (NDT)
- (2) LGTB : Groupe lesbien, gay, bisexuel et transsexuel (NDT)

PLATEFORME POLITIQUE

Les Colombiens sont en attente de solutions réelles aux problématiques dont ils souffrent et de mesures représentant un changement radical par rapport aux politiques pratiquées jusque là par les gouvernements néo-libéraux.

Le Parti Libéral, depuis l'époque de Rafael Uribe (1) et de Jorge Eliecer Gaitan, a incarné le désir de changement et de progrès des secteurs démocratiques de la nation.

Il a défendu les intérêts des secteurs de la population qui sont exclus. La liberté des esclaves, la promotion de l'éducation laïque, la conquête des libertés individuelles, la reconnaissance de la législation sur le travail et la fonction sociale de la propriété, la lutte acharnée contre les dictatures, la décentralisation en politique, entre autres actions typiques de gouvernements libéraux sont l'expression claire de l'orientation historiquement progressiste du libéralisme colombien.

SOLUTION POLITIQUE AU CONFLIT SOCIAL ET ARMÉ

Notre long conflit social et armé doit être résolu à la racine. L'unique solution possible est la solution politique à travers un dialogue de paix avec l'insurrection armée.

Ce pari politique marque une rupture avec la solution par les armes prônée par les deux gouvernements précédents. Il part d'une reconnaissance du caractère éminemment politique du conflit armé interne et de ses racines sociales irréfutables.

Il faut démarrer l'ouverture des dialogues avec la constitution d'un véritable agenda de paix intégrant les véritables grands sujets nationaux : ouverture démocratique de notre système politique, solution à la concentration de la terre dans quelques mains et création d'emplois formels.

La solution politique au conflit armé requiert la participation et l'accompagnement de toutes les forces vives du pays, et notamment celles qui sont affectées et impliquées dans cette guerre. Cette solution devra compter sur le soutien et la collaboration des représentants de la communauté internationale, en particulier de l'Union des Nations Sud-Américaines (UNASUR), si cet organisme et les parties en présence en conviennent.

L'avance sur ce chemin se fait au rythme de la progression des accords humanitaires, comme l'échange humanitaire. La souffrance des militaires retenus, des prisonniers politiques et de leurs familles respectives doit être soulagée au plus vite. Ceci est un pas concret vers les dialogues de paix. Ni l'orgueil, ni les raisonnements ne peuvent passer avant les accords humanitaires en vue de la paix. Il n'y a pas de doute que l'échange humanitaire est la clé pour progresser en direction d'autres accords laissant entrevoir la fin de la guerre.

La résolution du conflit ne consiste pas seulement dans le fait de déposer les armes. L'échec du processus de paix avec les paramilitaires en est la preuve. C'est un processus tronqué car il ne respecte pas la vérité et n'offre de réparation ni aux victimes ni au pays. L'extradition des chefs paramilitaires les plus importants a rendu extrêmement difficile la recherche de la clarté nécessaire sur les crimes de guerre qui ont été commis et sur la poursuite de la violence paramilitaire à l'heure actuelle.

Le retour en Colombie de ces chefs est nécessaire. Ils doivent rendre des comptes à notre justice, payer pour les crimes qu'ils ont commis dans notre pays et accepter de révéler toute la vérité sur leurs financements, leurs appuis et leurs rapports avec certaines composantes de la société, tout ce qui a été tenu caché jusqu'à ce jour. Les terres et autres biens arrachés aux paysans et au peuple colombien, à travers divers mécanismes de contrainte doivent être

rendus à leurs véritables propriétaires et ne plus rester entre les mains de prête-noms et de l'Etat.

Finalement, nous réclamons des Forces Armées pour la Paix. Nos Forces Armées exigent une technicité pour la paix aussi développée que pour la guerre. Il n'est pas supportable pour un pays qui aspire à combler un tel gouffre social, ce qui a alimenté le conflit armé, de soutenir un budget militaire proche de 7% du PIB. Cela entraîne une augmentation annuelle de la charge des impôts pour faire face à la guerre. Il faut que l'Armée soit réduite – sans oublier les garanties nécessaires pour les vétérans - tout en se rééquilibrant sur le plan technique et opérationnel pour assurer la préservation de la paix aux frontières. La police devrait aussi être réorganisée pour garantir la sécurité des citoyens.

Il est nécessaire de former un nouveau commandement militaire capable d'assurer la défense de notre souveraineté nationale et le respect des libertés citoyennes, et de le débarrasser de la Doctrine de Sécurité Nationale et de la vision manichéenne et anti-démocratique de l'ennemi interne. Il faut aussi entreprendre l'assainissement nécessaire de toute l'hypocrisie qui enveloppe les violations des droits de l'homme, les complicités avec le paramilitarisme, le narco-trafic, la corruption, « les faux positifs »(2), etc.

DÉMOCRATIE RÉELLE ET RADICALE : POUVOIR CITOYEN

La démocratie colombienne a été placée dans une situation extrêmement dangereuse. L'introduction de la réélection immédiate du Président Alvaro Uribe a déséquilibré la structure démocratique. Les pouvoirs judiciaire et législatif ont perdu leur autonomie, les organes de contrôle leur indépendance, l'opposition, ses garanties.

Il est temps de défendre l'Etat Social de droit et l'Institution démocratique. Il faut réduire à ses justes proportions le pouvoir exécutif et restaurer le rôle des Hautes Cours et des Organismes de Contrôle.

Ce travail ne doit pas être limité à la réparation des dommages causés pendant ces huit dernières années. Il est temps d'aller au-delà. Il faut créer une démocratie réelle et radicale qui ne soit pas circonscrite à l'exercice électoral mais qui inclue le renforcement des mécanismes de participation et rende possible une décentralisation politique effective en direction des régions et des communautés locales.

Le mécanisme du vote doit être étendu aux élections à l'échelon local, aux magistratures et aux organismes de contrôle, mais il doit s'accompagner du renforcement du pouvoir de décision des organisations sociales et du pouvoir citoyen, comme mécanisme effectif de participation et d'autogestion des communautés.

Une démocratie réelle est impossible lorsque ses protagonistes vont à contre sens de l'essence même de la démocratie. Pour cela, aussi bien les partis politiques que les moyens d'information de masse doivent être réglementés et démocratisés.

Une société démocratique a besoin de partis forts et démocratiques. L'engagement et la participation de ses partisans doivent être importants dans les décisions et les orientations que prend le parti.

Dans notre société, les médias sont des protagonistes et des acteurs clés à l'intérieur de n'importe quel processus démocratique. C'est une responsabilité sociale importante qui doit toujours rechercher la vérité.

Une démocratie réelle et radicale ne tolère aucune forme de dictature, ni déclarée dans la structure de son régime politique ni dissimulée à travers le retrait légal et pseudo-légal des libertés politiques et citoyennes. Cela exige la création de garanties réelles pour assurer le regroupement et la mobilisation citoyenne de même que pour l'exercice de l'opposition politique, qui sont les fondamentaux de toute démocratie.

Actuellement, les libertés syndicales sont impraticables en Colombie malgré la reconnaissance formelle par notre pays des Conventions de l'OIT.

Nous détenons l'infamante première place pour les assassinats de dirigeants sociaux au monde et des centaines de leaders populaires et d'intellectuels sont reclus dans des prisons, dans des conditions infra-humaines. Comme dans les pires dictatures, ils deviennent d'authentiques prisonniers d'opinion.

La bataille insensée contre ce que l'on appelle le « terrorisme » n'est plus un problème réellement juridique, elle est devenue une chasse aux sorcières d'opposants politiques de la part de l'actuel gouvernement.

Pour cette croisade démentielle contre l'opposition, un véritable arsenal institutionnel a été mis en place. Il est piloté par la police politique du Président, le DAS, impliquée au dernier degré dans la persécution de l'opposition à travers des combines et des montages et avec la complicité de narco-trafiquants et de paramilitaires. Une telle déformation de nos institutions a altéré toute transparence dans les enquêtes judiciaires et violé le droit à des procès légaux pour des leaders syndicaux importants dont les procès au pénal ont été réellement entachés d'irrégularités et de nullité.

L'opposition politique et les organisations sociales doivent pouvoir jouir de garanties maximales : le respect du droit de réunion pour les communautés, la cessation de la persécution juridique contre les dirigeants de l'opposition, les garanties de sécurité requises contre la persécution para-militaire, ainsi que la liberté immédiate pour les prisonniers d'opinion.

Le pari d'une démocratie réelle et radicale a un lien irréductible avec la recherche de l'égalité effective pour différents secteurs sociaux de notre pays, victimes historiques de l'exclusion et de l'oppression.

Les femmes doivent jouir d'une participation égalitaire à la vie politique, économique et sociale. C'est la condition fondamentale pour parvenir à une auto-détermination pleine. C'est le début de la démocratie réelle.

Le peuple afro-colombien, les communautés indigènes et rom doivent pouvoir compter sur des conditions équivalentes à celles du reste de la population. Tout ceci afin de rendre réels les postulats d'un Etat multiculturel et multiethnique.

Pour y parvenir, il faut impulser des politiques publiques et des programmes d'action reconnaissant les droits de tous ceux qui sont discriminés.

Fidèle à la tradition libérale, il faut défendre l'autonomie individuelle et le libre développement de la personnalité, la liberté sexuelle et la liberté de comportement. C'est une lutte pour la reconnaissance pleine des droits de la communauté LGTB et contre quelque forme que ce soit de discrimination envers cette dernière.

Pour ce qui concerne la liberté de l'individu, il faut renforcer la promotion des programmes de santé sexuelle et en rapport avec la maternité.

Les réformes dont la Colombie a besoin sont d'une telle envergure que la convocation d'une nouvelle Constituante est indispensable. La Colombie a besoin de se repenser intégralement et tous les acteurs du pays doivent converger vers ce processus.

UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE A LA VIE

L'ambition du capitalisme mène l'humanité et la planète tout droit à l'abîme. Depuis le début de l'ère industrielle, la voracité du capital a repoussé de nombreuses limites naturelles, en accroissant dans des proportions effroyables la pollution, la production de déchets et l'épuisement des ressources naturelles non renouvelables, tout en mettant en danger la continuité de la vie sur terre.

Le phénomène de réchauffement global et l'apparent épuisement des ressources naturelles ont sonné l'alarme sur la situation écologique globale au cours de ces dernières décennies.

Cependant, de nombreux articles prétendent nous présenter le désastre écologique du capitalisme comme un phénomène naturel et/ou de la responsabilité de tous.

La crise environnementale globale actuelle et la diminution de ressources naturelles aussi importantes que l'eau pour la consommation humaine sont le résultat avant tout de l'actuel modèle d'exploitation propre au capitalisme le plus sauvage qui a placé le profit au-dessus de la vie humaine. Les principaux responsables de cela sont les grandes multinationales, bénéficiaires de ce modèle.

La vie et l'environnement sont devenus des marchandises ou des biens destinés à être détruits et désormais aussi à être conservés. Les corporations qui ont dévasté les éco-systèmes s'enrichissent parallèlement à travers la vente de services environnementaux, l'achat de certificats de qualité de l'air, des marchés verts, la gestion de la concession de parcs naturels ou de zones protégées, l'échange de la dette contre de la nature, entre autres inventions du grand capital pour rentabiliser à leur profit la crise environnementale. L'appropriation de richesses naturelles, y compris cette ultime et perverse technique de dépouillement déguisé en écologie se fait en détruisant l'environnement et les communautés qui en ont toujours été les gardiennes, ou bien en développant des politiques de cooptation et de manipulation de ces dernières.

Le capital recherche le maintien d'un développement durable de ses profits, sans se soucier de la permanence de la vie même à moyen terme. Le développement durable ne considère pas que la nature soit d'un usage limité, et il fonde sa politique sur une supposée croissance économique illimitée.

En résumé, le développement durable continue de mettre le profit au centre de tout, profit planifié au moyen de la conservation et exacerbé par la mercantilisation de l'écologie, sans toucher le cœur du problème : un nouveau modèle social et environnemental qui mette l'accent sur la vie plutôt que sur le profit.

Pour affronter le problème de manière responsable, il faut absolument mener des actions telles que :

- la création d'un nouveau code environnemental alternatif aux initiatives législatives irresponsables du gouvernement actuel comme la loi sur l'eau, celle sur les prairies, la loi sur les forêts et le code minier, lois qui visent toutes la mercantilisation des ressources naturelles, le profit pour les multinationales et la destruction des communautés vernaculaires. Ce nouveau code environnemental exigera en outre de réfléchir aux restrictions nécessaires à l'émission d'agents polluants.

- une politique d'Etat pour la promotion de l'agriculture organique dans le cadre de notre politique de souveraineté alimentaire, ce qui signifiera aussi reposer le problème d'une législation relative aux transgéniques, aux brevets pour la bio-masse, les fongicides et la production d'agro-combustibles, tout en privilégiant une étude rigoureuse des conséquences néfastes de ces phénomènes sur l'alimentation, l'environnement, l'économie et la santé du peuple colombien. Notre politique environnementale aura pour principe d'accorder un rôle décisif aux communautés paysannes indigènes et d'origine africaine, en utilisant leur expérience en matière de normes communautaires pour un usage approprié des ressources naturelles et leur renouvellement, le respect de la nature, la fraternité, l'autonomie et l'auto-détermination des peuples.

Si l'on tient compte du caractère global du problème, la gestation d'un nouvel environnement respectueux de la vie dépasse les frontières de notre pays et ne peut faire l'impasse sur l'accueil que réserveront les principales puissances polluantes à des dispositions effectives représentant un virage par rapport au modèle actuel d'exploitation des ressources naturelles et

le rejet des dispositions politiques internationales prônant la mercantilisation de la nature déguisée sous les oripeaux d'une fausse écologie.

- (1) Rafael Uribe (1859-1914) fut un avocat, journaliste, diplomate et militaire colombien, chef du parti libéral (NDT)
- (2) Les victimes que fait l'armée, avant d'être montrées au grand public, sont au préalable revêtues de tenues de combat, pour être ensuite présentées comme des guérilleros éliminés lors d'affrontements armés. (NDT)

Traduction espagnol-français : Simone Bosveuil-Pertosa